

Politique | Budget 2015 : la CUB amorce le changement



Le changement est de taille. On en parle depuis des mois, mais il sera bientôt une réalité : au 1er janvier 2015, la Communauté Urbaine de Bordeaux se transformera en Métropole. Vendredi, le dernier budget de la CUB s'est établi à 1,27 milliard d'euros, en recul de 12,5% par rapport à 2014. Recette de fonctionnement en baisse, impôts en hausse pour les ménages mais une politique d'investissement toujours présente malgré une baisse importante : la CUB amorce le virage de la Métropole avec de la prudence et des projets pour la mandature 2014-2020.

"Modération budgétaire", c'est donc ainsi qu'est définie la politique de la CUB à l'aune de sa mutation en Métropole, le 1er janvier prochain. Vendredi, la CUB a voté son dernier budget primitif, il est de 1,27 milliard d'euros, et 1,15 milliard sans le remboursement de la dette, soit une baisse de 12,5% par rapport au budget 2014. Il est notamment marqué, tout comme le budget du Conseil Général, par une baisse importante des dotations de l'Etat (-21M€), des recettes de fonctionnement également en recul (950,8M€ comptabilisés en 2015 contre 961M€ en 2014), de même que la dotation globale de fonctionnement (-9,5% avec 175,8M€).

Recettes et dépenses en équilibre ? Ainsi, le panier de ressources fiscal est estimé à 529,3M€, avec un versement transports en hausse de 0,7%, une taxe d'enlèvement des ordures ménagères fixée à +2% et la valeur des impôts des ménages de 100,2M€ qui grimpe elle aussi de +2%. Les recettes tarifaires sont essentiellement boostées par la hausse de 3% des tarifs Tbc annoncée en juillet et la nouvelle Délégation de Service Public. Enfin, la hausse enregistrée sur les tarifs et les redevances 2015 reste elle aussi "modérée" : +0,84% pour l'abonnement au service d'eau industrielle, +0,4% pour l'assainissement non-collectif, +0,8% pour la collecte des déchets aux ordures ménagères. Enfin, les parcs de stationnements vont également repartir à la hausse (+1,23% pour BP 3000 et +1,86% pour Central Parcs quand la capacité d'accueil du projet de parking public de Floirac a été revu à la hausse : 956 places au lieu de 700), de même que les tarifs des activités funéraires (+1,5%), et une nouvelle hausse probable des tarifs du réseau Tbc, qui sera délibérée au 1er semestre 2015.

Du côté des dépenses, leur évolution reste "très encadrée", avec une hausse de 0,4% à 680,7M€ pour les charges, et une baisse de près de 1% pour les dépenses. La dotation de croissance et de solidarité effectuée par la CUB atteint 34,4M€ (-3,1%), conséquence directe de la baisse des dotations de l'Etat. La conséquence de cette baisse importante des recettes affecte directement l'épargne "nette" (171,9M€ soit -16,8%), et la CUB prévoit une

dégradation "qui devrait s'accroître au fur et à mesure de la réduction des marges de manoeuvre sur les dépenses de fonctionnement et impliquer un recours accru à l'emprunt" pour financer les dépenses du plan 2015-2020. Cet emprunt a été estimé à 181,7M€, soit 42% du programme d'investissement, quand l'encours de la dette affiche une hausse de 19% au 1er janvier.

L'investissement victime de la "maîtrise des coûts" ? Pour justifier cette part importante de l'emprunt dans l'investissement, la CUB a chiffré une politique d'investissement de 433M€, soit une baisse de 26% (dans le but essentiel d'une "maîtrise des coûts"). Pour autant, la CUB a débloqué une aide de 20M€ annuels pour la nouvelle mandature à destination des communes, portant ainsi le montant des aides à 106 M€ par an, enveloppe à laquelle se rajoutent 5 M€ pour l'entretien de la voirie. Les transports sont toujours la part la plus importante de l'investissement (47%) notamment 97 M€ pour la troisième phase du tramway et 53 M€ pour les aménagements de voirie (rocade et autres aménagements).

Les actions "cadre de vie" représentent également une part importante de ce nouveau budget (103 M€), avec notamment la production de logements neufs (40 M€ pour 7500 logements neufs par an, dont 3000 logements sociaux) la prévention des risques maritimes ou encore la rénovation de certaines écoles (respectivement 2 et 3,7 M€). L'amélioration des services urbains pèse 67 M€ : traitement des eaux usées, projet de lutte contre les inondations (bassin de Nouhau), traitement des déchets et 10,4 M€ uniquement consacrés à "l'administration générale". L'économie et l'emploi, qui reste pour la CUB "au rang des priorités", dispose de l'enveloppe la plus faible (environ 50 M€) : aménagements de l'Ecoparc, Aéroparc, Hourcade, participation à l'aménagement de la LGV (22 M€), Cité des Civilisations et du vin, travaux de la salle de spectacle de Floirac et premiers appels de fonds sur les équipements sportifs des communes (3,5 M€) sont notamment au programme. Un bilan en demi-teinte, donc, avec des coûts maîtrisés et des recettes en forte baisse, mais qui fait clairement office de transition pour la Communauté Urbaine. En cela, l'analyse du premier budget primitif de la Métropole devrait être plus parlante.



Romain Béteille

*Crédit Photo : Thomas Sanson
Publié sur aqui.fr le 22/12/2014
[Url de cet article](#)*